

du conflit de Décembre, forme la source de perturbations continues et pousse la bourgeoisie vers les solutions dictatoriales.

IV. — La victoire de la réaction qui termine le conflit de Décembre, mit fin à cette espèce de « dualité de pouvoirs » qui régnait dans le pays et a permis à la bourgeoisie, par le moyen de l'accord honteux de Varkiza, de reconstituer son appareil étatique et de passer à l'offensive contre les masses populaires. Sous des prétextes de légalité, une vague de terreur, dans laquelle les organisations fascistes et l'appareil étatique coopèrent harmonieusement, sévit dans le pays. Malgré cela, la conscience qu'ont les masses de leur propre force et de la faiblesse capitaliste, et l'attitude même de la réaction, qui démontre à ces masses ce que signifierait pour elles une victoire définitive du capitalisme, les maintiennent groupées autour du P.C., parce qu'elles ne peuvent pas s'apercevoir de sa trahison.

V. — La situation, donc, se résume comme suit : six mois après l'accord de Varkiza, l'offensive terroriste du capitalisme se poursuit en croissant. Les masses conservent toutes leurs dispositions à la lutte. Le P.C., qui garde encore leur confiance, donne au capitalisme toutes les preuves de sa loyauté et de sa bonne volonté.

VI. — Notre perspective ne peut être autre que celle de l'aggravation de la situation et de nouveaux combats de classe. Ceci se justifie par : 1° la prévision d'une série de victoires électorales des mouvements populaires en Europe (France, Belgique, Italie, Hollande, chute de Franco à escompter, etc.) ; 2° La crise de l'économie du pays et l'aggravation de la situation des masses ; 3° les antagonismes internationaux, et plus particulièrement, entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. à propos des Balkans ; 4° L'impossibilité pour la bourgeoisie grecque et les Anglais de confier le pouvoir à l'E.A.M.

Estimation de l'E.A.M.

I. — Le mouvement de l'E.A.M., de même que les mouvements analogues à l'extérieur, est un produit spécifique de la seconde guerre impérialiste, de la décomposition du capitalisme et de la dégénérescence bureaucratique et nationaliste de l'Etat ouvrier.

II. — Ce mouvement exprime les tendances anticapitalistes des couches exploitées, mais en même temps leur confusion et leurs illusions.

III. — Au sein de ce mouvement, l'ancienne avant-garde révolutionnaire (parti stalinien) est complètement dissoute ; les couches qui se trouvent hors de lui sont les plus arriérées de toutes, et le rayonnement des idées véritablement révolutionnaires étant très restreint, ne réembrasse, en réalité, que les internationalistes, dont l'importance numérique est très faible.

IV. — Il faut faire une distinction très nette entre la trahison de la direction du P.C., qui est aujourd'hui un parti radical et bourgeois, et les tendances révolutionnaires des masses qui suivent.

V. — Malgré la volonté de conciliation et de capitulation manifestée par la direction, ce mouvement, à cause de contradictions aiguës et insurmontables du système capitaliste, s'achemine vers de violents conflits avec la bourgeoisie. Dans ces conflits, nous devons participer, en luttant avec les masses et les mots d'ordre justes contre la réaction capitaliste.

VI. — La réalisation d'une solution révolutionnaire est impossible sans la conquête des masses, laquelle ne dépend pas seulement de notre propagande et de notre agitation, mais surtout de leur propre expérience. La valeur d'une politique marxiste se trouve en ce qu'elle aide et accélère l'assimilation de la part des masses de leur propre expérience. De ce point de vue, pousser l'E.A.M. à la prise de pouvoir et à l'application de son programme « populaire-démocratique », pour démontrer aux masses l'impossibilité de sa réalisation dans les cadres du capitalisme signifie ouvrir le chemin pour la conquête des masses.

La question « monarchie ou république »

Tout en expliquant aux masses le caractère de classe identique de la monarchie et de la république bourgeoise, et en menant une campagne autour de nos revendications démocratiques et du mot d'ordre de la république socialiste et soviétique, nous devons insister sur la nécessité de voter pour la république, pour empêcher la victoire des éléments les plus réactionnaires, groupés aujourd'hui autour du roi, pour relever le moral des classes laborieuses et les aider à assimiler leur

expérience. Voter pour la république socialiste et soviétique, comme le veut la majorité du C.C., équivaudrait en vérité à l'abstention, c'est-à-dire à une aide aux monarchistes.

Notre position aux élections

En opposant notre programme à tous les autres, nous expliquons aux masses qu'il offre la seule solution de leurs problèmes, et qu'il n'est réalisable que par la prise révolutionnaire du pouvoir. Dans la mesure où les ouvriers adoptent le programme réformiste de l'E.A.M., nous les poussons à voter pour l'E.A.M., pour se convaincre de leur propre expérience sur l'impossibilité de son application dans les cadres du capitalisme.

Nos tâches fondamentales

I. — Organiser la lutte des ouvriers pour leurs revendications immédiates, politiques et économiques.

II. — Mobilisation des ouvriers contre le régime de terreur par la création de milices d'usine et de quartier et la protection des syndicats, meetings, etc.

III. — Lutte pour les revendications suivantes, d'une importance actuellement spéciale :

1. Droit de vote et éligibilité pour tous à partir de 18 ans, sans distinction de sexe, de nationalité et de religion.
2. Auto-détermination des minorités nationales et liberté totale pour elles (politique, linguistique, culturelle).
3. Introduction de la langue populaire à tous les degrés de l'enseignement, enseignement universel gratuit.
4. Gratuité de la justice, éligibilité des juges.
5. Liberté illimitée de parole, de rassemblement, de presse et d'organisation syndicale pour les ouvriers, les employés et les paysans.
6. Dissolution de toute organisation militaire, monarchiste et fasciste.
7. Large autonomie communale, représentation des organisations ouvrières et paysannes. Adaptation de la législation communale aux besoins des couches pauvres.
8. Nouvelle rédaction de la législation ouvrière dans un esprit de la plus large protection possible aux couches travailleuses (femmes, enfants, etc.). Echelle mobile des salaires d'avant-guerre, 6 heures de travail et 5 heures pour les employés et les ouvriers d'industrie lourde. Contrôle de la législation ouvrière par les syndicats.
9. Assurance chômage, vieillesse et maladie, etc., aux frais du capital ; administration et contrôle exclusif par les ouvriers des organismes d'assurance sociale.
10. Amnistie générale pour la classe ouvrière. Abolition de toutes les lois contre la liberté. Pénalité par des tribunaux populaires et confiscation des biens pour tous ceux qui, pendant les trente dernières années, ont été responsables pour la guerre, ont enfreint les libertés populaires, assassiné, persécuté et torturé les travailleurs.
11. Transfert sans indemnité des exploitations agricoles de l'Etat, de l'Eglise et des grands propriétaires aux cultivateurs pauvres. Crédits agricoles à bon marché et à long terme. Cession d'instruments aratoires, etc.
12. Egalisation du salaire pour tous les fonctionnaires, en dehors des chefs de famille.
13. Lourde imposition du capital et abatement du minimum d'existence de tout impôt.
14. Restriction du droit héréditaire.
15. Abolition des impôts indirects pour les articles de consommation populaire.
16. Abolition du Contrôle économique international et des dettes extérieures.
17. Libertés et droits politiques pour les soldats et assurance à leurs familles pour le temps de leur service.

IV. — Lutte pour l'application du mot d'ordre transitoire de contrôle ouvrier aux entreprises industrielles et du contrôle des employés aux banques et aux entreprises de commerce.

V. — Large diffusion de notre programme et de notre appréciation du programme de la « Démocratie Populaire ».